Le décret n° 2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques est entré en vigueur au lendemain de sa publication.

Il rend désormais possible, pour les communes et conseils d'école qui le souhaitent, la mise en place d'une semaine scolaire de quatre jours. À la rentrée 2017, au niveau national, cette organisation concerne 35 % des organisations du temps scolaire (OTS) et 30 % des élèves.

Afin de permettre à vos équipes d'accompagner au mieux les communes concernées sur les conséquences de la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, un travail collaboratif a été réalisé par la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) et la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) du ministère de l'éducation nationale.

La foire aux questions qui en résulte se propose de répondre aux interrogations les plus fréquentes.

Questions / réponses

I. Application du décret du 27 juin 2017 portant sur les dérogations d'organisation du temps scolaire

1. Comment le DASEN arrête-t-il une OTS dérogatoire sur 4 jours ?

Il revient au DASEN d'arrêter l'OTS des écoles de son département.

Pour arrêter une organisation du temps scolaire sur 4 jours, le DASEN doit être saisi d'une proposition conjointe de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) et du conseil d'école, après avis de l'IEN de circonscription.

Avant de fixer définitivement cette organisation, le DASEN doit également consulter la collectivité territoriale compétente en matière de transport scolaire ainsi que le conseil départemental de l'éducation nationale (CDEN).

2. Le DASEN peut-il refuser une demande de dérogation ?

Oui. Dans la mesure où il revient au seul DASEN d'arrêter l'organisation de la semaine scolaire de chaque école, ce dernier peut arrêter une OTS différente de celle proposée conjointement par la commune ou l'EPCI et le conseil d'école sur le seul fondement de l'intérêt de l'enfant. Dans ce cas de figure, seule une organisation du temps scolaire non dérogatoire pourra être arrêtée par le DASEN puisqu'une organisation du temps scolaire dérogatoire suppose obligatoirement qu'il y ait eu une proposition conjointe de la commune (ou de l'EPCI compétent) et du conseil d'école.

En application du premier alinéa de l'art. D. 521-11 du code de l'éducation, le DASEN devra avoir recueilli l'avis du maire ou du président de l'EPCI sur cette OTS.

3. Une commune peut-elle proposer seule une OTS dérogatoire sur 4 jours ?

Non. Le DASEN ne peut autoriser des adaptations à l'organisation de la semaine scolaire ayant pour effet de répartir les heures d'enseignement hebdomadaires sur huit demi-journées, sur quatre jours, uniquement sur proposition conjointe d'une commune ou d'un EPCI et d'un ou plusieurs conseils d'école.

Pour les mêmes raisons, le DASEN ne peut valider un projet d'OTS dérogatoire sur 4 jours proposé par le maire qui diffère de celui proposé par le conseil d'école.

4. Est-il possible pour une commune de proposer au DASEN des types différents d'organisation du temps scolaire pour ses écoles ?

Oui. Une même commune peut être amenée à proposer des OTS différentes pour ses écoles. Par exemple, une commune peut proposer des OTS relevant du cadre général pour ses écoles élémentaires et des OTS relevant du cadre dérogatoire pour ses écoles maternelles, sous réserve que la proposition soit conjointe avec les conseils de ces écoles. Il appartient au DASEN de se prononcer sur la compatibilité de ces différents projets avec l'intérêt des élèves et les contraintes liées aux transports.

Lorsqu'il autorise une dérogation à l'organisation de la semaine scolaire, le DASEN peut décider qu'elle s'applique dans toutes les écoles de la commune ou de l'EPCI lorsqu'une majorité des conseils d'école s'est exprimée en sa faveur.

5. Quelle OTS le DASEN doit-il arrêter en cas de proposition différente de la part de la commune et du conseil d'école ?

En cas de divergence, seule une organisation du temps scolaire non dérogatoire pourra être arrêtée par le DASEN puisqu'une organisation du temps scolaire dérogatoire suppose obligatoirement qu'il y ait eu une proposition conjointe de la commune (ou de l'EPCI) et du conseil d'école.

Dans le cas où le DASEN est saisi de deux projets concurrents d'organisation de la semaine scolaire pour une même école (l'un émanant de la commune, l'autre du conseil d'école), il lui appartient de trancher puisqu'il est l'autorité compétente pour arrêter l'organisation de la semaine scolaire de chaque école du département. Il peut retenir l'un ou l'autre des deux projets qui lui ont été transmis, n'en retenir aucun des deux et arrêter une organisation de la semaine scolaire de l'école différente des deux projets transmis ; il peut encore retenir une organisation de la semaine scolaire qui emprunte des propositions à l'un et à l'autre des deux projets qui lui ont été transmis, sans correspondre exactement ni à l'un ni à l'autre de ces deux projets. Toutefois, l'OTS *in fine* retenue par le DASEN sera nécessairement non dérogatoire.

6. Le DASEN peut-il arrêter une OTS dérogatoire sur 4 jours sans projet éducatif territorial ?

Oui. Contrairement aux autres dérogations, l'organisation de la semaine scolaire sur quatre jours n'est pas subordonnée à la signature d'un projet éducatif territorial. Ce choix a été guidé par la volonté de ne pas imposer de document vide ou de formalité inutile aux communes qui, du fait d'une organisation sur quatre jours, ne souhaitent pas ou ne peuvent plus matériellement organiser les activités prévues initialement pour une autre organisation

de la semaine scolaire. Toutefois, il n'est pas envisagé d'abandonner le temps éducatif du mercredi. A cet effet, une annonce sera faite prochainement d'un « plan mercredi » afin de promouvoir des activités éducatives extrascolaires, organisées en ACM (accueil collectif de mineurs) par les acteurs locaux (communes, associations) qui le souhaitent, en lien avec les PEdT.

7. Quels sont les critères sur lesquels s'appuie le DASEN pour accorder une OTS dérogatoire sur 4 jours ?

Lorsqu'il arrête une organisation du temps scolaire sur 4 jours, le DASEN s'assure qu'elle n'a pas pour effet d'organiser les heures d'enseignement sur plus de vingt-quatre heures hebdomadaires, ni sur plus de six heures par jour et trois heures trente par demi-journée.

Il s'assure également de la compatibilité de cette organisation avec l'intérêt du service, de sa cohérence avec le projet éducatif territorial, lorsqu'il existe, et de sa cohérence avec les objectifs poursuivis par le service public de l'éducation et avec le projet d'école. Il vérifie également que l'organisation envisagée permet de garantir la régularité et la continuité des temps d'apprentissage et qu'elle prend en compte la globalité du temps de l'enfant.

8. Si le DASEN fixe les heures d'entrée et de sortie des écoles, le maire conserve-t-il la possibilité de modifier ces horaires en raison de circonstances locales ?

Oui. La réglementation est inchangée sur ce point. En application de l'article L. 521-3 du code de l'éducation, le maire peut, après avis de l'autorité scolaire responsable, modifier les heures d'entrée et de sortie des établissements d'enseignement en raison de circonstances locales.

Ce pouvoir communal ne peut cependant être mis en œuvre que pour des raisons ponctuelles, notamment en vue d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques, sans qu'il puisse être dérogé aux principes de répartition hebdomadaire des temps d'enseignement.

9. Quelles sont les modalités de consultation de la collectivité territoriale compétente en matière de transport scolaire ?

La collectivité territoriale compétente en matière d'organisation et de financement des transports scolaires est consultée par écrit par le DASEN, agissant sur délégation du recteur d'académie, sur les projets d'aménagement du temps scolaire ou de modification des horaires d'entrée et de sortie des écoles maternelles et élémentaires.

La consultation intervient dans des délais autorisant, le cas échéant, la mise en œuvre des procédures de délégation de service public.

Si, au terme d'un délai d'un mois après qu'une demande d'avis lui a été adressée, la collectivité n'a pas fait connaître son avis, celui-ci est supposé favorable.

10. Le fonds de soutien sera-t-il maintenu ?

Pour les communes ayant adopté une organisation du temps scolaire sur quatre jours, cette évolution constitue un changement dans l'organisation des activités et entraîne des modifications substantielles de la convention initiale, du contenu et de la mise en œuvre du PEdT, qui le rend de fait caduc. Il convient donc de **résilier les PEdT** des collectivités adoptant une organisation sur quatre jours pour toutes les écoles de la commune.

Le bénéfice du fonds de soutien ne sera pas maintenu car le versement est, à la rentrée 2017, conditionné à l'organisation d'activités périscolaires dans le cadre d'un PEdT.

Pour les autres organisations du temps scolaire, plusieurs cas de figure se présentent :

Le premier concerne les communes ayant conservé une organisation du temps scolaire sur neuf demi-journées. La rédaction actuellement en vigueur du décret n° 2015-996 du 17 août 2015 autorise déjà les versements d'acompte à ces communes dès lors qu'un PEdT est en vigueur.

Le deuxième concerne les communes ayant une organisation du temps scolaire sur huit demi-journées avec cinq matinées. Les opérations de versement du fonds pourront être lancées après la publication du décret modifiant le décret n° 2015-996 du 17 août 2015, qui interviendra d'ici la fin de l'année 2017.

Les communes avec des écoles n'appliquant pas toutes la même organisation du temps scolaire nécessiteront un traitement particulier. En effet, l'examen de la situation de ces communes et le calcul de l'acompte seront plus complexes. Les versements du fonds seront alors établis au prorata du nombre des seuls élèves bénéficiant d'une OTS sur 9 ou 8 demi-journées et 5 matinées.

II. Incidences sur les projets éducatifs territoriaux (PEdT) du passage à une organisation sur 4 jours d'école

11. Est-il possible pour les communes (ou EPCI) adoptant une organisation du temps scolaire hebdomadaire sur quatre jours de conserver un PEdT ?

L'exécution du projet éducatif territorial en vigueur avant la rentrée 2017 ne peut se poursuivre puisque les activités périscolaires prévues dans le prolongement du service public de l'éducation avaient été organisées en tenant compte des heures d'enseignement réparties sur cinq jours par semaine. Cette caducité du PEdT nécessite la résiliation de la convention, le mercredi étant devenu un « jour sans école », les accueils de loisirs deviendront extrascolaires.

Les DASEN enverront des lettres de résiliation, effective sans délai, du PEdT aux collectivités concernées dès la rentrée 2017.

En ce qui concerne les organisations qui juxtaposent des OTS à quatre jours et des OTS à quatre jours et demi (c'est-à-dire celles qui comportent une semaine sur quatre jours dans

une partie seulement des écoles d'une commune ou dans une partie des écoles des communes membres d'un EPCI ou dans une partie des communes membres d'un EPCI), cette situation doit donner lieu à la signature d'un avenant afin que le PEdT ne concerne désormais plus que les écoles ayant conservé une OTS sur 9 ou 8 demi-journées et 5 matinées.

12. Les communes optant pour la semaine de 4 jours d'école pourront-elles proposer un nouveau PEdT ?

Les communes (ou EPCI) souhaitant s'inscrire dans une nouvelle démarche de PEdT pourront rédiger un nouveau PEdT adapté à une organisation scolaire hebdomadaire sur 4 jours. Au sein des groupes d'appui départementaux (GAD), les services de l'Etat et les CAF examineront le nouveau projet, notamment pour veiller à ce que ce dernier présente bien les garanties nécessaires sur le plan de la cohérence et de la qualité éducative. Le DDSC/PP agissant sous l'autorité du Préfet de département, en lien avec le DASEN, pourra, le cas échéant, valider le nouveau projet à compter du 1^{er} janvier 2018 sous réserve qu'une loi de finances, publiée à la toute fin de l'année 2017, modifie le cadre juridique.

13. Comment adapter le nouveau PEdT à une organisation scolaire hebdomadaire sur 4 jours ?

Le nouveau PEdT devra garantir l'accessibilité des enfants aux activités culturelles, artistiques et sportives afin de proposer un mode d'accueil attractif pour les familles. Les communes optant pour la semaine scolaire de 4 jours pourront prendre en compte la journée du mercredi, désormais extrascolaire, comme élément de leur démarche éducative en articulation avec l'école. Pour autant, l'organisation d'activités le mercredi n'exonérera pas la commune de maintenir une démarche éducative les jours où il y a école, notamment par la mise en place d'ateliers à libre accès et d'animations sur des temps courts en articulation avec la classe, les activités d'accompagnement à la scolarité et l'aide aux devoirs.

14. Quel sera le statut du mercredi devenu jour sans école dans le cadre d'un PEdT renouvelé ?

Dans la mesure où l'accueil de loisirs périscolaire est celui qui se déroule les jours où il y a école, pour les OTS sur 4 jours, la journée du mercredi devient désormais extrascolaire, conformément à l'article R. 227-15 du code de l'action sociale et des familles.

Afin de garantir une plus-value éducative pour les activités proposées le mercredi, il convient d'encourager les communes (ou EPCI) à mettre en place des accueils de loisirs extrascolaires (ALSH).

Un travail est conduit actuellement au sein du ministère pour faciliter la création de ces accueils. Il s'agirait notamment de permettre l'intégration des intervenants ponctuels dans le calcul des taux d'encadrement.

III. Incidences sur les accueils collectifs de mineurs du passage à une organisation sur 4 jours d'école

15. Quels seront les taux d'encadrement applicables aux accueils de loisirs organisés le mercredi devenu journée sans école ?

Dans la mesure où le mercredi devient un jour sans école, cette journée bascule dans le périmètre des accueils de loisirs extrascolaires. Les taux applicables seront alors d'un animateur pour 8 mineurs de moins de 6 ans et de un animateur pour 12 mineurs de 6 ans et plus conformément aux dispositions de l'article R. 227-15 du code de l'action sociale et des familles.

16. Quelles sont les conséquences réglementaires d'une sortie des PEdT pour les communes (ou EPCI) organisant des accueils de loisirs périscolaires ?

La sortie du cadre du PEdT entrainera les conséquences suivantes sur le régime réglementaire des accueils de loisirs périscolaires concernés :

- retour aux taux d'encadrement de 1 animateur pour 10 enfants de moins de 6 ans et 1 animateur pour 14 enfants de 6 ans et plus (cf. article R. 227-16 du code de l'action sociale et des familles) ;
- non inclusion des intervenants ponctuels dans le calcul des taux d'encadrement ;
- allongement de la durée minimale d'ouverture de l'accueil par journée de fonctionnement (passage de 1 à 2 heures) en application de l'article R. 227-1 du code de l'action sociale et des familles.

Compte tenu des effets immédiats de la résiliation du PEdT, il est demandé aux préfets de département de faire preuve, pour ces communes, de souplesse dans l'application des aménagements précités à la réglementation des accueils de loisirs périscolaires et de laisser un temps de transition de 5 mois, soit jusqu'au 31 janvier 2018, pour permettre aux communes de se mettre en conformité avec ce cadre réglementaire ou de signer un nouveau PEdT (cf. question 13).

17. La dérogation permettant à une personne titulaire d'un brevet d'aptitude aux fonctions de directeurs (BAFD) d'exercer les fonctions de direction d'un accueil de plus de 80 enfants pour une durée supérieure à 80 jours (arrêté du 28 février 2017) est-elle possible pour les collectivités revenant à 4 jours d'école ?

Oui, aux mêmes conditions que pour les collectivités avec une autre organisation hebdomadaire du temps scolaire. Cette dérogation ne peut être octroyée que pour les accueils de loisirs périscolaires et sur engagement de l'employeur de proposer une démarche de professionnalisation à la personne bénéficiaire qui en est bénéficiaire indépendamment de l'organisation du temps scolaire ou de l'existence ou non d'un PEdT.

18. Les communes (ou EPCI) revenant à 4 jours d'école et organisant des accueils de loisirs doivent-elles procéder à une nouvelle déclaration pour les accueils organisés le mercredi, si oui, dans quel délai ?

Oui, les communes (ou EPCI) ayant choisi, en accord avec le conseil d'école, la semaine scolaire sur 4 jours voient les activités organisées le mercredi basculer dans le cadre juridique des accueils de loisirs extrascolaires. Ces accueils doivent faire l'objet, auprès de la DDCS/PP ou la DJSCS, d'une déclaration deux mois avant la date prévue pour la première période d'accueil. Le préfet peut déroger à cette règle en application de l'article 7 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif à la déclaration préalable aux accueils de mineurs prévue par l'article R. 227-2 du code de l'action sociale et des familles.

19. Dans le cas où un accueil de loisirs se déroulant le mercredi accueillerait des enfants ayant école et des enfants n'ayant pas école le matin, dans quelle catégorie cet accueil doit-il être déclaré ?

Dans le cas où des enfants d'une autre commune (ou EPCI) ou d'autres écoles de la même collectivité ayant maintenu les cours du mercredi matin seraient accueillis dans ce type d'accueils, il convient de suivre les instructions suivantes données dans la circulaire DJEPVA/DJEPVA A3/2014/295 du 5 novembre 2014 : « *Un accueil de loisirs dont les enfants inscrits sont scolarisés dans différentes écoles n'adoptant pas toutes la même organisation du temps scolaire est à déclarer en accueil de loisirs périscolaire si la majorité des enfants inscrits ont école dans la journée ou en accueil de loisirs extrascolaire si la majorité d'entre eux n'ont pas d'école dans la journée. Si au cours de l'année l'évolution des inscriptions conduit cette majorité à changer, l'accueil préalablement déclaré conserve durant l'année scolaire la caractéristique qu'il avait au moment du dépôt de la fiche complémentaire pour un accueil de loisirs extrascolaire ou de la fiche unique pour un accueil de loisirs périscolaire* ».

Cadre d'organisation de la semaine scolaire

	Cadre général	Cadre dérogatoire		
		OTS dérogatoire sur 9 demi-journées	OTS dérogatoire comprenant 8 demi-journées dont 5 matinées	OTS dérogatoire comprenant 8 demi-journées réparties sur 4 jours
Organisation du temps scolaire	<ul style="list-style-type: none"> • 24 heures d'enseignement réparties sur une semaine de 9 demi-journées incluant le mercredi matin • une durée d'enseignement de 5h 30 au maximum par jour • une demi-journée n'excédant pas 3h30 	<ul style="list-style-type: none"> • 24 heures d'enseignement réparties sur une semaine de 9 demi-journées • Dérogation aux maxima horaires de 5h30 par jour et 3h30 par demi-journée • et/ou demi-journée de cours le samedi matin 	<ul style="list-style-type: none"> • huit demi-journées par semaine comprenant au moins cinq matinées • regroupement des activités périscolaires sur un après-midi 	<ul style="list-style-type: none"> • regroupement du temps scolaire sur 4 jours
			<ul style="list-style-type: none"> • limites : pas plus de 24 heures hebdomadaires, pas plus de 6 heures par jour et trois heures trente par demi-journée • possibilité d'allègement de la semaine d'enseignement, compensé par un raccourcissement des vacances 	
• une pause méridienne d'1h30 au minimum				
PEdT	Non obligatoire	Obligatoire		Non obligatoire (sauf si moins de 24 heures hebdomadaires)
Initiative de la commune	Possibilité de transmettre un projet d'organisation de la semaine scolaire au DASEN après avis de l'IEEN	Nécessité de transmettre au DASEN une proposition conjointe de la commune (ou d'un EPCI) et d'un ou plusieurs conseils d'école après avis de l'IEEN		
Initiative du conseil d'école				
Rôle de l'IEEN	L'IEEN mène un dialogue avec le maire et les écoles. Ce travail en amont permet de prendre en compte les contraintes existantes, de s'assurer de la cohérence de l'aménagement du temps scolaire dans les écoles d'un même territoire et de garantir le respect de l'intérêt des élèves. L'IEEN rend un avis sur le(s) projet(s) d'organisation du temps scolaire émanant d'une commune (ou d'un EPCI) ou d'un conseil d'école. Il communique ces projets assortis de son avis au DASEN.			
Rôle du DASEN	Le DASEN arrête l'organisation du temps scolaire des écoles après avis du maire ou du président de l'EPCI intéressé. La décision prise par le DASEN ne peut porter sur une durée supérieure à trois ans.			
Critères d'appréciation de la proposition	Lorsqu'il arrête l'OTS d'une école, le DASEN s'assure de la compatibilité de cette organisation avec l'intérêt du service et, le cas échéant, de sa cohérence avec le projet éducatif territorial. Il s'assure également que cette organisation ne porte pas atteinte à l'exercice de la liberté de l'instruction religieuse mentionnée au second alinéa de l'article L. 141-2 du code de l'éducation.			
		Le DASEN s'assure que l'organisation proposée présente des garanties pédagogiques suffisantes	<p>Le DASEN s'assure de la cohérence avec les objectifs poursuivis par le service public de l'éducation et avec le projet d'école. Il veille à tenir compte des élèves en situation de handicap. Il vérifie également que l'organisation envisagée permet de garantir la régularité et la continuité des temps d'apprentissage et qu'elle prend en compte la globalité du temps de l'enfant, particulièrement lorsqu'il est en situation de handicap.</p> <p>Le DASEN s'assure de la qualité éducative des activités périscolaires proposées.</p>	Pour les OTS comportant moins de 24 heures hebdomadaires (PEdT obligatoire), le DASEN s'assure de la qualité éducative des activités périscolaires proposées.
Consultation de la collectivité territoriale compétente en matière de transport scolaire	Obligatoire			
Consultation du CDEN	Obligatoire			

Taux d'encadrement suivant la catégorie d'accueil de loisirs dans le cadre ou non d'un projet éducatif territorial (PEdT)

	Accueil de loisirs extra-scolaire (le jour où il n'y a pas école)	Accueil de loisirs périscolaire (hors PEdT)	Accueil de loisirs périscolaire dans le cadre d'un PEdT
Références dans le code de l'action sociale et des familles (CASF) des taux d'encadrement	Article R 227-15	Article R227-16 I	Article R 227-16 II
Taux d'encadrement pour un accueil d'enfants de moins de 6 ans	1 animateur pour 8 mineurs	1 animateur pour 10 mineurs	1 animateur pour 14 mineurs
Taux d'encadrement pour un accueil d'enfants de plus de 6 ans	1 animateur pour 12 mineurs	1 animateur pour 14 mineurs	1 animateur pour 18 mineurs
Durée minimum par jour de fonctionnement	2 heures	2 heures	1 heure
Intégration des intervenants ponctuels dans le calcul du taux d'encadrement	NON	NON	OUI